

NATIONS UNIES
Assemblée générale
QUARANTE-NEUVIÈME SESSION



Documents officiels

SIXIÈME COMMISSION
20e séance
tenue le
vendredi 28 octobre 1994
à 10 heures
New York

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 20e SEANCE

Président : M CHATURVEDI (Inde)

SOMMAIRE

POINT 137 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DE LA COMMISSION DU DROIT
INTERNATIONAL SUR LES TRAVAUX DE SA 46e SESSION (suite)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-0794, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GENERALE
A/C.6/49/SR.20
20 mars 1995
FRANCAIS
ORIGINAL : ESPAGNOL

94-81855

/...

La séance est ouverte à 10 h 15.

POINT 137 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DE LA COMMISSION DU DROIT INTERNATIONAL SUR LES TRAVAUX DE SA 46e SESSION (suite) (A/49/10 et 365)

1. M. YOON-KYUNG OH (République de Corée) remercie la Commission du droit international pour la qualité des travaux qu'elle a réalisés à sa 46e session, rend hommage à son Président, M. Vereschetin, pour la lumineuse présentation du rapport de la Commission, se félicite de la conclusion du projet de statut pour une cour criminelle internationale et adresse des louanges particulières au Groupe de travail qui l'a élaboré et à son Président, M. Crawford.
2. Dans ses résolutions 47/33 et 48/31, l'Assemblée générale a demandé à la CDI de donner la priorité à la question du statut d'une cour pénale internationale, pour répondre aux vœux de la communauté internationale qui pense que le moment est venu de reconnaître que les crimes internationaux engagent la responsabilité individuelle de leurs auteurs, et créer une cour criminelle pour les juger. Il ne devrait plus être permis que les violations flagrantes des normes internationales restent impunies parce qu'il n'y a pas de tribunal. Le projet de statut offre aux débats à venir une base ferme et équilibrée, et tous les Etats Membres devraient le soumettre à une analyse approfondie.
3. Sous réserve donc d'une analyse plus poussée, la République de Corée souhaite formuler quelques observations. Pour ce qui est d'abord de la création de la cour, elle est en faveur d'un organe siégeant au besoin, au lieu d'un organe de caractère permanent. Le statut d'organe des Nations Unies donnerait certainement à la cour de l'autorité et de la légitimité, mais cela créerait de nombreux problèmes juridiques difficiles à résoudre. C'est pourquoi il semblerait préférable, plus pratique et plus souple, d'instituer la cour par voie de traité multilatéral et d'organiser ses rapports avec l'ONU dans un accord particulier. Pour ce qui est d'ailleurs de la composition de la cour, on voit mal pourquoi on fait cette distinction rigide entre les juges pénalistes et les juges internationalistes.
4. En ce qui concerne en second lieu la compétence de la cour, la Corée considère que la version actuelle marque une nette amélioration par rapport au projet antérieur sur deux plans : les dispositions relatives à la compétence ont été simplifiées et éclaircies. Il est en effet indispensable de définir avec précision la compétence d'une juridiction pénale. On peut dire la même chose du principe nullum crimen sine lege, qui exige que les crimes soient expressément qualifiés. De ce point de vue, l'article 20 n'est peut-être pas assez précis, mais comme le statut est surtout un instrument de procédure plus que de droit pénal positif, la formulation actuelle paraît suffisante pour la suite des débats.
5. En troisième lieu, pour ce qui est de la reconnaissance de la juridiction de la cour par les Etats, la République de Corée constate avec

/...

satisfaction que l'on a adopté dans le nouveau projet le système de l'"acceptation", posé en règle générale. Mais ce système ne devrait pas priver la création de la cour de sa finalité, qui est de châtier les criminels.

6. En quatrième lieu, pour ce qui est des dispositions de procédure pénale, bien qu'elles aient été améliorées dans le nouveau projet, certains de leurs aspects restent problématiques. Par exemple, le paragraphe 5 de l'article 26 permet à la Présidence de se prononcer sur la décision prise par le Parquet de clore l'affaire, ce qui peut sensiblement réduire l'indépendance du Procureur ; ou encore, l'article 42 relatif au principe non bis in idem, qui dispose que ce principe n'est applicable que si l'acte dont il s'agit est qualifié d'infraction ordinaire; enfin, il y a le problème que l'on a passé sous silence du financement de la cour.

7. Devant les violations graves des droits de l'homme qui ont été commises ces dernières années en Bosnie, au Rwanda et ailleurs dans le monde, un mouvement, depuis longtemps attendu, s'est déclenché en faveur de la création d'une cour criminelle permanente. La communauté internationale ne doit pas laisser passer cette chance de se doter d'un mécanisme de lutte contre les crimes de portée internationale. Cela dit, le projet de statut doit obtenir l'appui le plus large possible, sinon la cour ne sera pas un organe efficace. Il faut profiter du moment opportun, mais il faut tout autant trouver un dénominateur commun. Avant d'organiser une conférence diplomatique, il faut se donner le temps d'examiner à fond le projet, laisser les Etats tenir des consultations suivies, soit en comité préparatoire soit en consultations officieuses, afin qu'un consensus se fasse autour des questions qui restent à résoudre.

8. M. KOTSEV (Bulgarie) félicite M. Vereschetin de la très éclairante présentation qu'il a faite du rapport de la CDI, et remercie celle-ci des progrès qu'elle a réalisés à sa 46e session, marqués surtout par l'approbation en dernière lecture du projet de statut pour une cour criminelle internationale. Il remercie également les autres membres de la CDI, et le personnel du Secrétariat, pour leur dévouement et leur conscience professionnelle.

9. En donnant la priorité à l'examen du projet de code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité et en concluant rapidement le projet de statut pour une cour criminelle internationale, la CDI a non seulement répondu à la demande que l'Assemblée générale lui avait faite dans sa résolution 48/31, mais a montré aussi qu'elle savait répondre aux urgences de la communauté internationale. La Bulgarie a toujours été en faveur de la création d'un organe pénal international ayant compétence à l'égard des violations les plus graves du droit international ; elle réaffirme son engagement dans la lutte contre ces crimes, sous quelque forme qu'ils se présentent. Elle ne doute pas que la création d'une cour criminelle internationale sera une mesure efficace qui dissuadera les auteurs éventuels de ce genre de crimes.

/...

10. Sous sa forme actuelle, le projet de statut marque une amélioration notable par rapport à celui de l'année précédente, et il se présente maintenant comme un texte souple et équilibré, conciliant la nécessité de la juridiction pénale internationale avec la nécessité du respect de la souveraineté de l'Etat. Il est également conforme au principe des systèmes nationaux de justice pénale et aux instruments internationaux qui existent en la matière. L'idée de départ selon laquelle la cour serait complémentaire des systèmes nationaux est fort judicieuse, en ce qu'elle facilitera l'acceptation du statut par les Etats et permettra une répression efficace des crimes de portée internationale les plus graves.

11. Le projet offre une bonne base de négociation si l'on veut parvenir au consensus. Il souffre cependant de quelques insuffisances et d'un point de désaccord, qui s'expliquent par la nature complexe et délicate de la question. En premier lieu, pour ce qui est de la création de la cour, il aurait été préférable de prévoir que l'on procéderait par voie de traité international multilatéral, car cela renforcerait le prestige de la cour en tant qu'institution objective et impartiale. D'autre part, les relations entre l'ONU et la cour criminelle internationale devraient être réglées par accord séparé, précisant que le financement de la cour sera à la charge de l'Organisation. Le système selon lequel la cour fonctionnerait comme institution permanente mais ne siégerait que lorsqu'elle serait saisie d'une affaire est tout à fait acceptable. Quant à l'élection des juges, la Bulgarie pense que la distinction introduite entre pénalistes et internationalistes est trop catégorique : il devrait suffire que les juges soient de l'une ou l'autre spécialité.

12. En deuxième lieu, pour ce qui est de la question, fort complexe, de la compétence de la cour, la Bulgarie approuve le système proposé dans l'article 20 actuel, prévoyant deux catégories de crimes relevant de la compétence de celle-ci : les crimes de droit international général, et les crimes définis par voie conventionnelle. Pour le reste, il faudra faire une analyse plus détaillée des crimes visés en annexe, car certains d'entre eux pourraient être réprimés dans le cadre de la collaboration entre Etats, sur la base du principe aut dedere aut judicare. La Bulgarie appuie également l'idée de l'acceptation volontaire de la compétence de la Cour, sauf dans le cas de la "compétence automatique" à l'égard des crimes de génocide ou lorsque le Conseil de sécurité lui soumet une affaire au titre du Chapitre VII de la Charte.

13. En ce qui concerne la reconnaissance de la compétence de la cour par les Etats, la Bulgarie a déjà dit à la session précédente que le mieux serait à son avis d'adopter le système de la compétence obligatoire à l'égard des Etats parties au statut. Elle comprend cependant la solution pragmatique qu'offre la déclaration d'"acceptation" prévue à l'article 22.

14. Pour ce qui est enfin du droit applicable, il est indubitable que les sources du droit devraient en l'occurrence être le statut de la cour elle-même, les accords annexes, les principes généraux du droit international et,

/...

dans une certaine mesure, les dispositions des juridictions nationales. A la session précédente, la Bulgarie a soutenu que le droit interne des Etats ne devait pas être l'une des sources du droit applicable, même pas indirectement, parce que dans l'ordre interne les crimes et les peines sont définis différemment et que l'on finirait ainsi par violer le principe de l'égalité de tous devant la cour et devant la loi. D'où la question de la compétence ratione materiae, qui devrait être fondée sur des règles bien définies et largement acceptées par la communauté internationale. L'instrument international qui permettrait le mieux d'établir le droit positif dont la cour a besoin pour fonctionner efficacement, c'est le code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité. La CDI devrait hâter ses travaux sur la question, définir les différentes sortes de crimes très graves et fixer les peines correspondantes, ce qui permettrait de respecter le principe nullum crimen, nulla poena sine lege.

15. La Bulgarie, résolue à lutter contre les crimes internationaux les plus graves, quelle qu'en soit la forme, est en faveur de la création d'une juridiction pénale internationale efficace, appuyée sur le large assentiment des Etats. Il faut redoubler d'efforts pour parvenir à un consensus et achever le texte du projet de statut. Le mieux serait que l'Assemblée générale agisse rapidement, lance la procédure préparatoire et convoque une conférence diplomatique sur la question dans le proche avenir.

16. M. NATHAN (Israël) félicite la CDI des travaux consciencieux et diligents qu'elle a consacrés au projet de statut pour une cour criminelle internationale, matière lourde de problèmes d'une extrême complexité, engendrés par la multiplicité des systèmes juridiques des Etats participants. Il est entendu que le statut sera ultérieurement relié au code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité, dont il pourra faire partie intégrante.

17. Tout en reconnaissant l'importance des modifications apportées à l'ancien projet, M. Nathan souhaiterait faire quelques observations. Pour ce qui est des rapports entre la cour et l'ONU (article 2), la première ne doit pas nécessairement faire partie du système de la seconde en tant qu'organe judiciaire. Pour qu'elle soit le plus largement acceptée et le plus efficace, il faut qu'un engagement soit pris par voie de traité. La relation entre l'ONU et la cour doit elle-même être réglée par voie d'accord. Quant aux qualifications que doivent présenter les juges et aux modalités de leur élection (article 6), s'il ne faut pas faire une condition absolue du fait que les magistrats soient tous des pénalistes, il serait certainement souhaitable que la majorité d'entre eux aient l'expérience du pénal, surtout à la chambre de première instance. On pourrait en outre prévoir que les juges peuvent renoncer à leur charge, comme c'est le cas pour la Cour internationale de Justice. Quant à la récusation des juges (paragraphe 3 de l'article 11), il faudrait préciser les motifs pour lesquels elle peut être demandée. Le Parquet (article 12) doit être indépendant de la cour et ne pas être l'un de ses organes. La formule de l'article 12 "le Parquet est un organe indépendant au sein de la Cour", paraît quelque peu contradictoire. Le

/...

Parquet peut être "indépendant" ou "un organe de la Cour" mais pas les deux choses à la fois.

18. Sur le plan des privilèges et immunités (article 16), la disposition selon laquelle les juges jouissent des privilèges et immunités pendant qu'ils assument leur fonction, même si la cour ne siège pas, paraît excessive si on la rapproche de l'article 19 du Statut de la Cour internationale de Justice. A propos du règlement de la cour (article 19), M. Nathan, qui ne nie pas l'importance particulière que revêt en matière pénale le régime de l'administration de la preuve, pense que ce régime ne doit pas être fixé dans le statut lui-même. Par contre, on pourrait élargir les règles établies à l'alinéa g) du paragraphe 1 de l'article 41 et à l'article 44, en y ajoutant quelques-unes des règles fondamentales de la preuve.

19. Les crimes qui relèvent de la compétence de la Cour (article 20) doivent être particulièrement odieux, avoir une portée internationale et être susceptibles d'une qualification précise. Ils doivent être considérés universellement comme des actes criminels et, s'ils sont visés dans des traités, ces traités doivent avoir obtenu la plus large acceptation de la communauté internationale.

20. Le projet divise les crimes en deux catégories : les alinéas a) à d) de l'article 20 concernent les crimes de droit international général, et l'alinéa e) parle des "crimes visés par les dispositions de traités". D'ailleurs, il aurait fallu inclure explicitement à l'article 20 le "terrorisme" qui, série d'actes criminels concrets visant une population civile, réunit toutes les conditions pour être qualifié de crimes au regard du droit international. A l'alinéa c), l'expression "les violations graves" des lois et coutumes applicables dans les conflits armés n'est pas assez claire, et l'alinéa e) contient une limitation de la compétence de la cour à l'égard des crimes définis dans les traités qui est peut-être nécessaire pour que la Cour n'ait à connaître que d'événements exceptionnellement graves mais qui peut soulever de sérieux problèmes d'interprétation et d'application.

21. La liste des crimes prévus dans les traités qui figurent en annexe au statut ne devrait pas comprendre, pour l'instant au moins, le Protocole additionnel I aux Conventions de Genève car, à la différence des conventions, il n'a pas rempli la condition d'acceptation générale, encore moins d'acceptation quasi universelle. Par contre, la proposition du représentant du Canada tendant à faire figurer le Protocole de 1971 pour la répression des actes illicites de violence commis dans les aéroports, complémentaire de la Convention de Montréal, est tout à fait judicieuse.

22. A l'alinéa b) de l'article 21, il aurait fallu exiger aussi l'acceptation de l'Etat dont l'accusé est ressortissant. Quant à l'article 22, Israël est en faveur du système de reconnaissance de la compétence, mais a des réserves à faire sur l'article 23, parce que le Conseil de sécurité est un organe politique et ne devrait en aucun cas participer aux procès intéressant des particuliers. De fait, si c'est le Conseil de sécurité qui

/...

détermine qu'un acte d'agression a été commis, et que celui-ci fait l'objet de la plainte, sa décision peut influencer indûment la cour. Il vaudrait mieux en définitive supprimer cette disposition.

23. Pour ce qui est des questions de procédure, Israël pense que l'article 27 devrait autoriser le Procureur à modifier l'acte d'accusation, avec l'assentiment de la Présidence. Il considère qu'il faudrait restreindre les exceptions très larges que l'article 27 fait au principe selon lequel le procès doit se dérouler en présence de l'accusé. Quant à l'article 37, l'accusé devrait pouvoir alléguer à sa décharge que l'acte d'accusation n'établit pas qu'un délit a été commis au sens du statut, demander que certains éléments soient ajoutés à l'acte d'accusation ou bien demander que celui-ci soit modifié.

24. L'alinéa a) de l'article 39 devrait être plus concret, et poser que l'acte ou l'omission est un crime tombant sous le coup de l'article 20, autrement dit qu'il est un crime au regard du droit international. Au lieu du membre de phrase actuel, il faudrait dire à l'alinéa b) : "que si le crime ou l'omission constituent un crime conformément au traité en vigueur au moment où ledit acte ou ladite omission a eu lieu".

25. Se tournant ensuite vers l'alinéa g) de l'article 41, M. Nathan explique qu'en droit israélien l'accusé a le droit de garder le silence et de s'abstenir de témoigner, mais que ce silence peut être interprété dans un sens corroborant l'accusation et l'étayant au besoin. Quant à l'administration de la preuve, il souhaiterait ajouter à l'article 44 un paragraphe ainsi conçu : "D'autres règles seront adoptées dans le cadre du régime de l'administration de la preuve qui sera prévu dans le règlement qui sera adopté conformément à l'article 19". Il faudrait indiquer au paragraphe 3 qu'avant de trancher, la cour devra entendre les parties ou leurs représentants.

26. Au paragraphe 1 de l'article 45, qui traite du quorum et de la décision sur la culpabilité, il conviendrait d'établir que tous les membres de la chambre de première instance doivent être présents à toutes les phases du procès, ce qui permettrait de faire disparaître le paragraphe 3, puisque de cette manière les chambres seraient toujours composées d'un nombre impair de magistrats. En outre, le paragraphe 5 devrait envisager l'éventualité d'opinions dissidentes. Pour ce qui est des peines dont il est question à l'article 47, il faudrait connaître avec certitude la peine applicable et il faut surtout que l'accusé soit condamné selon le droit de l'Etat où le crime a été commis et où il aurait dû être jugé.

27. Passant ensuite à l'article 49, M. Nathan déclare qu'à son avis, sans préjudice de ce que dit le paragraphe 3 de l'article 50 et sauf dans les cas où la chambre de première instance a rejeté à tort des éléments de preuve, la chambre d'appel ne doit pas examiner à nouveau les preuves. Il faudrait ajouter aux alinéas a) et b) une disposition autorisant la chambre d'appel à renvoyer l'affaire en première instance, assortie des instructions qui lui

/...

paraîtraient nécessaires, tendant par exemple à réunir d'autres preuves ou à prononcer une nouvelle sentence.

28. Pour ce qui est de l'article 51, il faudrait donner à la cour le pouvoir d'exiger le transfert provisoire d'un témoin, aux fins de déposition et de confrontation, ce qui suppose le remboursement de frais de voyage et de séjour, etc.

29. Enfin, pour ce qui est de l'article 53, la délégation israélienne propose de permettre à l'accusé de contester le mandat de détention et de transfert, dans les conditions et selon les procédures généralement prévues dans les traités d'extradition, et de prévoir la possibilité de le laisser en liberté sous caution en attendant que le transfert ait lieu. Le paragraphe 4 de cet article soulève le problème de la priorité donnée à la demande de la cour sur les demandes d'extradition émanant des Etats et il faudrait que l'on envisage de donner alors le choix à l'Etat requis.

30. M. CHIMIMBA (Malawi) souscrit aux objectifs que sert le projet de statut pour une cour criminelle internationale et juge que la CDI a produit un texte équilibré. Pourtant, le préambule soulève une série de problèmes fondamentaux au niveau des relations interétatiques et des rapports entre l'Etat et l'individu, problèmes qu'il faudra résoudre avant de convoquer une conférence de plénipotentiaires pour signer le statut. Il faut évaluer les conséquences juridiques de la création de la cour sur le développement du droit international et définir les fonctions qu'elle aura à assumer en définitive dans l'ordre juridique international.

31. La création d'une cour criminelle internationale met sérieusement à l'épreuve le principe de la souveraineté en droit international contemporain, et il faut s'assurer que l'on a trouvé le bon équilibre. On peut par exemple se demander si la création de tribunaux provisoires de cette nature, chargés de connaître d'événements extrêmement graves, obéit à des motifs plus fondamentaux que le simple choix entre un organe permanent et un organe transitoire, et se demander aussi quel effet aura sur les relations internationales la présence d'un tribunal permanent.

32. Pour ce qui est des crimes à l'égard desquels la cour aura compétence, il conviendrait peut-être de faire une distinction entre la criminalité "individuelle" et la criminalité "systématique", c'est-à-dire entre les crimes commis pour des motifs personnels et les crimes commis à grande échelle, avec les encouragements et la complicité des autorités. Le fait est que certains des traités énumérés à l'annexe réglementent les comportements ou interdisent certains actes, mais uniquement sur une base interétatique, ce qui soulèvera certainement des problèmes, en raison de la diversité des conceptions que se font les Etats des relations entre leur droit interne et le droit international.

33. Bien que le projet de statut consacre les droits de la défense, il n'est pas certain qu'il ait résolu la question de savoir si le système était dans

/...

son ensemble équitable. On ne sait pas par exemple s'il est juste de transférer l'accusé d'une juridiction nationale à une juridiction internationale, surtout si celle-ci est permanente. Il y a certains aspects touchant aux droits de l'homme qui obligent à s'interroger sur l'équilibre que l'on a voulu établir.

34. Il faudrait également reprendre l'examen de la question des rapports entre la cour et l'ONU. Il est actuellement question de la réforme de l'Organisation, qui obligera sans doute à modifier la Charte. Il ne semble pas donc trop hasardeux de proposer que la cour devienne l'un des organes principaux de l'Organisation, proposition qui peut s'intégrer dans l'ensemble des réformes proposées. Enfin, le Malawi n'est pas d'avis d'organiser immédiatement une conférence internationale et préfère régler auparavant les problèmes de l'adoption du statut au cours de préparations qui pourraient, d'ailleurs, s'articuler sur la Décennie des Nations Unies pour le droit international.

35. M. HILGER (Allemagne) déclare que les événements des années précédentes ont montré qu'il y a des cas où les Etats ne peuvent assumer leur fonction judiciaire ou, s'ils y arrivent, où ils ne peuvent condamner les criminels. Les conflits régionaux au cours desquels sont commises de graves violations du droit international humanitaire et des droits de l'homme sont si nombreux qu'ils appellent d'urgence l'adoption de mesures pratiques pour instituer, sous une forme ou sous une autre, une juridiction pénale universelle. C'est pourquoi l'Allemagne s'est réjouie de l'adoption par le Conseil de sécurité de la résolution tendant à créer le Tribunal international pour juger les personnes responsables des violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie et que, consciente de ses obligations, elle a préparé un projet de loi jetant les bases de sa collaboration avec ce Tribunal, projet qui vient d'être soumis à ses organes législatifs.

36. Le projet de statut élaboré par la CDI est une bonne façon d'aborder le problème de la création de la cour criminelle internationale permanente, création qui devrait se faire par voie de traité. Du point de vue du fond, le mieux serait que la cour soit inscrite dans la Charte des Nations Unies, mais il faudra sans doute, vu les difficultés que cela présente, opter pour un traité multilatéral. L'une des questions clés est celle des relations entre la cour et l'Organisation des Nations Unies ; il a d'ailleurs été prévu que le Conseil de sécurité pourrait lui soumettre des affaires. Il faudrait également réfléchir à l'intégration administrative et financière de la cour dans le système des Nations Unies.

37. Le projet de statut de la CDI dispose que les Etats qui souscrivent au traité acceptent ipso jure la compétence de la Cour à l'égard du crime de génocide. Cette compétence ex officio devrait être élargie, car le système des déclarations d'acceptation peut faire que la Cour n'ait guère de fonction pratique, peut-être même pas du tout, faute d'avoir obtenu un nombre suffisant de déclarations, même s'il y a assez d'Etats qui sont disposés à la

/...

faire naître.

38. Certaines questions méritent réflexion. Ainsi, l'article 12 est inquiétant, qui envisage l'indépendance totale du Parquet. En réalité, pour que les intérêts de la communauté internationale soient dûment représentés à la cour, les activités du Procureur doivent être liées aux décisions d'un organe de l'Organisation des Nations Unies, sous une forme qui reste à définir. Il y a aussi la question du règlement de la cour : c'est au statut d'organiser les mécanismes d'enquête et de jugement, notamment pour ce qui est de l'administration de la preuve. De même, le fait que l'article 20 évoque diverses catégories de crimes, sans indiquer les faits ou les éléments qui les constituent, oblige à se demander si l'on a bien respecté les principes de clarté et de finalité, fondamentaux en droit pénal. Sous sa forme actuelle, l'article 20 ne respecte pas le principe selon lequel on ne peut réprimer un délit que si la responsabilité pénale est déterminée avant la commission de l'acte. Cette lacune devrait être comblée; on pourrait pour cela s'en remettre aux dispositions correspondantes du statut du Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie. Quant à l'article 28, il n'est pas tout à fait satisfaisant : le statut doit préciser de façon claire les conditions de détention des suspects et disposer que ceux-ci devront être présentés aux juges compétents à bref délai.

39. Pour ce qui est des droits de la défense, les garanties minimales proposées à l'article 41 sont en principe suffisantes, mais il faudrait y ajouter les règles sur l'assistance juridique, surtout dans les cas où la cour doit nommer un avocat d'office. Pour ce qui est de la peine (art. 46), il faut préciser que le critère de base est la culpabilité du criminel et que les considérations particulières concernant la personne déclarée coupable et la gravité du crime ne sont que des éléments complémentaires. Enfin, on constate avec préoccupation que le statut n'offre pas de gamme concrète de peines. Pourtant, la formule du paragraphe 2 de l'article 46 serait acceptable si on y remplaçait "la Chambre tient compte" par "la Chambre peut tenir compte".

40. D'une manière générale, le projet offre une base de codification excellente. L'idée de convoquer une conférence internationale, qu'il faudra préparer soigneusement, pour examiner le texte en profondeur et éventuellement conclure une convention, tombe donc tout à fait à propos.

41. M. KARAM (Egypte), se référant au projet de statut pour une cour criminelle internationale, dit que la nécessité de créer un organe permanent de cette nature se fait sentir depuis une cinquantaine d'années, depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Cette nécessité s'est faite de plus en plus urgente, en raison des crimes horribles dont l'humanité est chaque jour témoin. On ne peut nier que les relations internationales ont subi ces dernières années des solutions positives, en particulier la fin de la guerre froide et de l'affrontement Est-Ouest. Or, il semble que ces changements positifs aient produit des effets inverses sur les plans régional et sous-régional, où l'on voit s'intensifier les conflits, se multiplier les

/...

situations de guerre civile et augmenter la criminalité des violations, du génocide et de l'épuration ethnique.

42. Devant une telle réalité, la réponse de l'Organisation des Nations Unies a consisté à créer des tribunaux spéciaux pour juger à part les violations du droit humanitaire international, comme le Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie, et envisager d'étendre la compétence du tribunal aux atrocités commises au Rwanda. La création de ces tribunaux spéciaux exige beaucoup de temps et d'efforts, parce qu'il faut s'entendre sur divers points. C'est pourquoi l'Egypte considère qu'une cour permanente serait l'organe judiciaire approprié pour connaître des crimes internationaux graves et que si l'on se dotait ainsi d'une source d'autorité unique, on éviterait le risque de décisions polémiques qui affaiblissent l'autorité juridique des sentences.

43. Abordant plus concrètement le projet de statut, M. Karam pense que la solution idéale serait d'organiser les relations entre la cour et l'ONU dans une convention analogue à celle qui doit se conclure entre l'ONU et le Tribunal international du droit de la mer. Les autres méthodes proposées soulèvent de graves difficultés. En premier lieu, l'idée de considérer la cour comme l'organe judiciaire principal dans la structure des Nations Unies, irait à l'encontre de l'Article premier du statut de la Cour internationale de Justice et obligerait donc à modifier ce statut ainsi que la Charte des Nations Unies. La seconde variante, qui consiste à considérer la cour comme organe subsidiaire de la Cour internationale de Justice, a peu de chance d'être acceptée eu égard aux différences de nature et de compétence des deux instances, qui sont telles qu'il est impossible d'imaginer un ordre hiérarchique entre les deux.

44. Quant à la proposition tendant à ce que les rapports entre la cour et l'ONU soient établis par voie de résolution de l'Assemblée générale, M. Karam rappelle que c'est une méthode qui a déjà été employée pour certaines conventions internationales. C'est ainsi que l'on a procédé par exemple pour le Comité des droits de l'homme et pour le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale. Il s'agit certes de situations tout à fait distinctes : par son statut et par ses fonctions, la cour a besoin de beaucoup de latitude et elle n'a pas besoin d'une administration très nombreuse pour faire face aux affaires qui lui seraient soumises.

45. Dans un autre ordre d'idée, il serait bon de reformuler l'alinéa a) du paragraphe 2 et le paragraphe 3 de l'article 42. La mise en place d'un nouveau système pénal international sera sans doute un facteur d'efficacité et d'intégrité, mais il aura besoin de la coopération des tribunaux nationaux, dont la cour devra être un complément, sans s'arroger les fonctions qui leur reviennent ni négliger leurs sentences ou leurs décisions.

46. Il faudrait reprendre l'examen du paragraphe 1 de l'article 23, car si on le rapproche du paragraphe 3, on est amené à des conclusions ambiguës sur le droit des Etats fixé à l'article 21. Si la cour veut garder tout son crédit, l'exercice de sa compétence doit être affranchi de toute orientation

/...

politique et à l'abri de la pression des relations internationales. D'une manière générale, il n'y a pas d'inconvénient à ce que le Conseil de sécurité ait la faculté de soumettre certaines affaires à la Cour, mais cela devra se faire sans porter atteinte au droit des Etats d'accepter ou non la compétence de la cour. Il semble donc inutile d'élargir les catégories d'affaires que le Conseil pourrait soumettre à la Cour. Peut-être serait-il souhaitable de limiter cette faculté aux cas d'agression qui, d'après le Conseil, menacent la paix et la sécurité internationales. On peut même imaginer des affaires où la Cour déciderait de renoncer à sa compétence si elle constate qu'il n'y a pas eu isolation des conventions internationales mentionnées dans le statut et dans l'annexe, ou de considérer que le désir du Conseil de s'adresser à elle obéit à des considérations politiques, sous prétexte de maintien de la paix et de la sécurité internationales.

47. Malgré quoi, et malgré les observations qu'il aura encore à faire, M. Karam déclare que le projet de statut offre les fondements féconds aux futures négociations ; il appuie la recommandation de la CDI selon laquelle l'Assemblée générale convoquerait une conférence de plénipotentiaires pour lancer l'entreprise. La conférence devrait se tenir en 1995.

48. M. MOMTAZ (République islamique d'Iran) dit que la question de la nature juridique des relations qui nuiront à l'Organisation des Nations Unies est d'une importance fondamentale. Ces relations en effet non seulement seront garantes de caractère et de l'autorité morale de la cour, elles permettront aussi à celle-ci de recourir, sous certaines conditions, aux services de l'ONU. Cela permettrait à la cour de s'associer à celle-ci par un accord conforme à l'Article 57 de la Charte, qui devra être soumis à l'approbation de l'Assemblée générale, comme le veut l'Article 62 de la Charte.

49. Les questions traitées au paragraphe 3 de l'article 3 et au paragraphe 2 de l'article 4 devraient faire l'objet d'un article distinct intitulé "Capacité juridique de la Cour", car toute allusion à cet aspect paraît hors de propos à l'article 3, relatif au siège de la cour. Il faudrait aussi, au paragraphe 3 de l'article 3, remplacer "accord" par "protocole".

50. La destruction introduite au paragraphe 1 de l'article 6 paraît trop rigide. Il suffirait d'exiger que les futurs magistrats satisfassent à l'une ou l'autre des deux conditions.

51. La République islamique d'Iran renouvelle les réserves qu'elle a déjà faites l'année passée à propos de l'article 15 du projet. La formule de l'article 18 du Statut de la Cour internationale de Justice paraît préférable, qui en premier lieu est libellé en termes généraux, sans référence à aucun cas précis, par définition très peu fréquents. D'ailleurs, la règle de l'unanimité offre des garanties plus solides que la majorité des éléments auxquels se réfère l'alinéa b) du paragraphe 2 de l'article 15, car elle va dans le sens de l'indépendance de la fonction judiciaire.

52. L'article 20 - l'une des dispositions les plus importantes du statut -

/...

n'est pas sans difficultés. Par exemple, ce que les quatre Conventions de Genève de 1949 et le Protocole additionnel I de 1977 qualifient de violation grave recouvre en réalité tous les cas visés à l'alinéa c) de l'article 20. Ces instruments, surtout les quatre Conventions de Genève, sont assurément l'expression d'une coutume internationale bien établie et, par le nombre d'Etats qui les ont rectifiées, sont au même niveau que la Convention contre le génocide, et elles n'ont pourtant pas la même autorité morale et juridique. La mention qui est faite à l'article 20 à des crimes concrets paraît parfaitement bien venue, dans la mesure où elle facilitera l'exercice de la compétence de la cour dans plusieurs cas précis. Il semble d'ailleurs injustifiable que ce même article 20 ne mentionne pas le crime d'apartheid pour les mêmes raisons que celui de génocide.

53. Il faudrait ajouter à l'article 21 la reconnaissance de la compétence de la cour par l'Etat dont l'accusé serait ressortissant, car la nationalité est un lieu précis et pertinent du point de vue de la légalité et de la juridiction. Le paragraphe 2 de l'article 21 porte en partie sur cette question, car l'Etat qui demande la remise de l'accusé sera souvent celui de la nationalité de l'accusé.

54. Les paragraphes 1 et 2 de l'article 23 reposent sur d'excellentes assises. En effet, il est indubitable que selon l'Article 39 de la Charte seul le Conseil de sécurité peut constater l'existence d'un acte d'agression. Il est non moins indubitable qu'il détermine la réalité d'une menace pour la paix ou d'une violation de la paix, et tout autant qu'il n'a pas le monopole de ces situations. Ce serait par trop limiter la compétence de la cour que de l'empêcher de juger des suspects cependant que le Conseil se pencherait sur telle ou telle situation. D'ailleurs, par les années passées, le Conseil de sécurité a montré qu'il tendait à interpréter toujours plus largement la notion de menace contre la paix, jusqu'à y englober la quasi-totalité des situations qui se prêtent aux crimes visés dans le Statut. Il ne semble pas très logique de faire obstacle à la mise en marche des mécanismes prévus dans le Statut à raison des déclarations politiques faites devant d'autres instances. Il faudrait donc faire disparaître l'article 23.

55. Bien que le Groupe de travail se soit efforcé de composer en une synthèse cohérente les éléments de diverses traditions juridiques, il semble bien que les articles 37 et 47 du projet ressortissent à un système pénal particulier. L'article 37 prévoit le jugement par défaut dans des circonstances exceptionnelles. Il est curieux de constater que l'alinéa c) du paragraphe 2 autorise le procès in absentia si l'accusé a échappé à la garde légion ou s'il a profité de sa liberté sous caution, mais il ne donne pas cette possibilité à la cour si le suspect n'a jamais été arrêté. On voit mal les raisons de cette distinction, sans parler de ses conséquences. Il faut certes respecter l'article 14 du Pacte International relatif aux droits civils et politiques, selon lequel l'accusé doit assister à son procès, mais la communauté internationale aurait intérêt à ce que la cour puisse procéder à un procès par contenance et porter à la connaissance de l'opinion publique certains faits, et identifier au moins les responsables de crimes odieux et

/...

les mettre hors la loi. En outre, pour éviter qu'il n'y ait des contradictions avec le Pacte, on pourrait en tel cas se dispenser d'appliquer automatiquement la peine prononcée par contumace et attendre la comparution de l'accusé et une révision du verdict.

56. L'article 47 ne tient pas compte du fait qu'un grand nombre de systèmes pénaux continuent d'appliquer la peine capitale aux auteurs des crimes les plus haïssables, notamment ceux que vise le projet de statut. La faculté de déterminer la durée de la peine privative de liberté ou le montant de l'amende fixée au paragraphe 2 de l'article 47 devrait être complétée par la faculté de déterminer, d'une manière générale, l'importance du châtement.

57. La compétence de la cour devrait être limitée à la répression des crimes les plus graves de caractère international, et la déclaration d'acceptation de sa compétence n'entraînerait pas nécessairement la perte de la compétence des tribunaux nationaux. La cour devrait aider ces tribunaux dans les affaires où il est difficile de juger les accusés ou quand c'est impossible. Il faut espérer que le projet de statut pourra être examiné bientôt par une conférence de plénipotentiaires et que l'on verra enfin se réaliser le projet d'une cour pénale internationale.

58. Mme DES ILES (Trinité-et-Tobago), prenant la parole au nom des Etats membres de la Communauté des Caraïbes (CARICOM), dit que le projet de statut pour une cour pénale internationale est un instrument équilibré, qui offre plusieurs formules d'accommodement sur des problèmes fondamentaux. Cela en facilitera l'acceptation par les Etats Membres. Comme le prévoit l'article 2 du projet, la cour devrait être créée par voie de traité multilatéral, avec un accord qui consacre parallèlement ses relations avec l'Organisation des Nations Unies.

59. La compétence de la cour devrait être limitée aux crimes les plus graves de caractère international. La distinction faite à l'article 20 entre les deux catégories de crimes (crimes de droit international général, et crimes définis dans les traités énumérés en annexe ou qualifiés de crimes en vertu de leurs dispositions) est tout à fait pertinente. La compétence de la cour doit compléter celle des systèmes pénaux nationaux. En 1989 déjà, quand Trinité-et-Tobago a de nouveau soumis à la Sixième Commission, avec l'appui des Etats membres du CARICOM, l'idée de créer un tribunal pénal international, la délégation trinitadienne a fait observer que son initiative devait offrir aux gouvernements une troisième voie, qui leur serait indispensable dans les cas où il leur serait impossible de faire un procès devant les tribunaux nationaux ni de procéder à une extradition. Pour faire efficacement face à certains crimes graves, comme le trafic de drogue à grande échelle et les agissements connexes, par exemple le blanchiment de l'argent et le terrorisme, il faut pouvoir s'appuyer sur un dispositif international.

60. L'article 22 est bien rédigé, en ce qu'il ne reconnaît pas une compétence automatique à la cour à l'égard de certains crimes quand l'Etat

/...

concerné devient partie au statut. Si, en principe, l'idée de "déclaration d'exclusion" paraît plus souhaitable, il est probable que le système de la "déclaration d'acceptation" sera favorable à l'universalité de la participation aux procédures de la cour.

61. D'une manière générale, les dispositions du Titre IV sont satisfaisantes. Seuls les Etats parties devraient pouvoir saisir la cour. Il est également important qu'au cours de la première étape des recherches, les droits des suspects soient garantis, comme le veut le Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Le libellé de l'article 32, si on le rapproche de ce que dit l'article 58, répond de manière pratique au souci de certains petits Etats qui craignent que le procès et la détention de certains criminels internationaux, comme les grands narcotrafiquants, n'engorge leur appareil judiciaire et ne menace gravement leur sécurité. L'article 4, qui est extrêmement important, facilitera la détermination de la compétence de la cour. Il faudrait cependant définir le terme "Etat intéressé", car une interprétation très large ne facilitera peut-être pas les travaux de la cour et risque même de gêner son fonctionnement.

62. Les exceptions faites à la règle générale qui veut que l'accusé soit présent à son procès ne devraient être autorisées que dans les cas rarissimes, clairement définis, comme ceux que propose le paragraphe 2 de l'article 37. En son absence tous les droits de l'accusé doivent être respectés.

63. La présomption d'innocence est un principe accepté de la Common law. L'accusation doit prouver les charges qui pèsent contre l'accusé. Cela dit, il faut rappeler qu'il y a aussi, dans une moindre mesure, une partie du fardeau de la preuve qui incombe à l'accusé, qui doit prouver ses exceptions de complicité, légitime défense, provocation, etc... ou se justifier d'une manière générale. Cette présomption d'innocence figure à l'article 40 du projet, inclusion bien venue. Est également bien venue la disposition de l'article 47. Pourtant, la protection des victimes et des témoins ne doit compromettre en rien les droits de l'accusé ni l'impartialité du procès. Les dispositions de l'article 44 sont satisfaisantes, surtout la proposition qui voudrait que les preuves obtenues par des moyens illicites ne soient pas recevables, car cela constitue sinon une infraction grave au statut et au droit international.

64. Il faut se doter d'urgence d'un organisme international permanent capable de prendre des mesures efficaces contre les auteurs de crimes exceptionnellement graves de caractère international. La communauté internationale a déjà démontré que lorsqu'elle a la volonté politique nécessaire, elle peut créer ce genre de tribunaux, comme elle l'a fait pour l'ex-Yougoslavie. Cela dit, il ne semble pas possible de créer un corpus de droit pénal international par la voie des tribunaux spéciaux. Un tribunal permanent non seulement contribuerait au développement progressif du droit international, mais il pourrait également réprimer ceux qui essaient, en toute impunité, de détruire le tissu même de sociétés humaines. Pour cela, il

/...

convient de donner suite à la recommandation de la Commission du droit international de présenter le projet de statut aux gouvernements, dans le cadre d'une conférence de plénipotentiaires. Avant la fin de la session en cours, l'Assemblée générale devra préparer la convocation de cette conférence le plus tôt possible, afin que soit conclue la convention portant création de la cour pénale internationale.

65. Mme LADGHAM (Tunisie) exprime sa gratitude à la CDI pour les efforts qu'elle a déployés à sa quarante-sixième session, et remercie M. Crawford, Président du Groupe de travail sur le projet de statut pour une cour pénale internationale, et M. Thiam, Rapporteur spécial du projet de code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité, de la qualité des travaux qu'ils ont présentés.

66. La Commission du droit international, bien qu'essentiellement technique, a dû tenir compte d'exigences de la réalité qui ne sont pas celles du droit pur et a accepté une bonne part des observations présentées par les délégations, notamment celles de la Tunisie. Il y a là de quoi être satisfait. Pourtant, le projet appelle les remarques suivantes : en premier lieu, pour ce qui est du mode de création de la cour, la Tunisie s'est déjà prononcée en faveur d'une institution qui ferait partie intégrante de l'Organisation des Nations Unies, comme organe principal, ce qui lui donnerait une autorité comparable à celle de la Cour internationale de Justice. Si on crée la cour par voie d'amendement de la Charte, elle se rapprochera plus de l'universalité que si elle était créée par voie de traité.

67. Pour ce qui est de la compétence de la cour, Mme Ladgham constate avec plaisir que la CDI a tenu compte du souhait qu'avaient exprimé les délégations de voir figurer dans la liste la Convention contre la torture. Il faudrait aussi prévoir la possibilité d'inscrire sur la liste de l'annexe d'autres instruments juridiques à venir. Le système de déclaration d'acceptation de compétence de la cour par les Etats, exception faite du cas du génocide, est acceptable.

68. Pour ce qui est du droit applicable, la Tunisie considère que le projet de code des crimes doit en être la pierre angulaire. Le projet devrait prévoir des dispositions établissant des peines précises pour chaque crime relevant de la compétence de la cour. Il faudrait inviter la CDI à accélérer ses travaux d'élaboration du projet de code, en veillant naturellement à en harmoniser les dispositions avec celles du projet de statut pour une cour pénale internationale.

69. Sur le plan du financement de la cour, question étroitement liée au problème de sa création, il ne semble pas très prudent d'en imposer la charge aux Etats parties au statut, comme le préconise la Commission à l'article 2 du projet. Comme la cour sert les intérêts de la communauté internationale tout entière, il vaudrait mieux qu'elle soit financée par imputation sur le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies, ce qui offre une raison

/...

de plus d'en faire un organe principal de l'Organisation.

70. Enfin, Mme Ladgham déclare qu'il serait à son avis prématuré de convoquer une conférence diplomatique, étant donné les questions de fond qui restent à résoudre. Il vaudrait mieux prévoir des consultations visant à aplanir ces difficultés.

71. M. HAMAI (Algérie) remercie tous les membres de la CDI de la qualité du rapport de celle-ci, qui est tous les ans un stimulus pour la Sixième Commission ; il remercie également M. Vereschetin de la présentation claire et exhaustive qu'il en a faite.

72. Se référant au chapitre II du rapport, relatif au projet de code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité, M. Hamai rend hommage à M. Thiam, Rapporteur spécial, pour les efforts qu'il a déployés, et se félicite que la Commission ait repris l'examen du projet de code adopté en première lecture à sa quarante-troisième session, comme le lui avait demandé l'Assemblée générale dans sa résolution 48/31. La Commission a examiné la partie générale du projet de code, celle qui concerne la définition des crimes, leur qualification et l'exposé des principes généraux, et a laissé la deuxième partie du projet aux crimes en tant que tels. Le Rapporteur spécial se propose à juste titre de limiter la liste de ces crimes aux infractions qui ont un caractère indiscutable de crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité.

73. La délégation algérienne souhaiterait d'autre part faire quelques remarques concrètes. Pour ce qui est de la définition des crimes, la solution proposée, qui consiste à adopter une définition conceptuelle ou générale, suivie d'une récapitulation concrète des crimes définis dans le code, paraît satisfaisante.

74. L'article 5, projet de code, bien qu'il limite la responsabilité pénale aux individus, n'exclut pas la responsabilité de l'Etat. Cet article doit être rapproché des autres instruments du droit international, comme la Convention de 1948 pour la prévention et la répression du crime de génocide. Quant à l'article 6, il pose le problème de la relation entre le projet de code et le projet de statut de la cour pénale internationale car, pour l'Algérie, ce sont deux aspects indissociables du problème de savoir comment doter la communauté internationale d'instruments juridiques adéquats qui lui permettent de juger les auteurs de crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité : le code et le statut sont deux instruments indissociables et complémentaires, ils sont l'aboutissement de toute l'entreprise. C'est pourquoi il faut regretter la tendance à traiter à part la question de la cour et à reléguer la question du code au deuxième plan. On se rappellera que l'idée d'une juridiction pénale internationale est née de la nécessité de disposer d'un organe judiciaire susceptible d'appliquer le code des crimes. La question de la cour n'est que subsidiaire par rapport à la question générale de l'élaboration du code, comme le montre clairement l'historique de la question. Il y a aussi le fait que les tragédies de l'actualité

/...

internationale ont donné à cette question une urgence particulière, mais il vaut mieux éviter toute précipitation dans l'adoption du statut d'une cour dont on n'aurait pas défini au préalable le droit qu'elle appliquera. Pour surmonter cette difficulté, le projet de statut essaie de définir en son article 20 les crimes relevant de la compétence de la cour, en les rangeant sous cinq rubriques. De celles-ci, seule celle du crime de génocide ne soulève pas de problème majeur, puisqu'il existe déjà la Convention de 1948. Les autres catégories de crimes, hormis l'agression, figurent ici parce qu'ils ont été qualifiés de crimes dans le statut du Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie. Il est paradoxal de proposer de créer une cour pénale internationale chargée d'appliquer un droit défini par un organe politique, le Conseil de sécurité, qui s'érige ainsi en source fondamentale du droit international. La justice internationale est indépendante des décisions des organes politiques, et dans l'état actuel du droit international positif, seule l'adoption du projet de code pourrait donner les fondements sur lesquels s'appuiera la future cour.

75. Il y a d'autres dispositions du projet de statut qui suscitent aussi des préoccupations, notamment en ce qui a trait au mode de création de la cour, à ses relations avec l'Organisation des Nations Unies, et à ses compétences lorsque le Conseil de sécurité voudra la saisir d'une affaire au titre de l'article 23 du statut.

76. Abordant ensuite la question du mode de création de la cour, M. Hamai considère qu'il ne faut pas procéder par voie de traité, car cela jetterait le doute sur l'universalité de la convention dans la mesure où les Etats pourraient choisir de ne pas y être parties. En revanche, si la cour est créée au sein de l'Organisation des Nations Unies, non seulement elle disposera de l'appui et de l'autorité morale de celle-ci et de son universalité, mais elle garantira aussi l'unité de l'ordre juridique international en matière pénale, sans rien perdre ni de son indépendance ni de son autonomie. L'objection selon laquelle il faudrait pour cela modifier la Charte n'est pas très valable car la conclusion d'un traité n'est pas non plus chose facile. De surcroît, il est actuellement question d'une série de réformes qui exigeraient elles aussi que l'on révise la Charte, et donc à invoquer l'Article 109 à convoquer une conférence générale.

77. Une question encore est en relation directe avec ce qui précède, c'est celle des liens qui doivent exister entre la cour et les Nations Unies. Le mieux serait d'intégrer la première dans le système des secondes, de préférence en qualité d'organe principal, à l'instar de la Cour internationale de Justice. Le système des Nations Unies a besoin d'un organe judiciaire pour le droit international pénal, ce qui comblerait une lacune juridique réelle et éviterait le recours à des organes judiciaires spéciaux, dont la création par un organe politique ne jouit pas d'un appui unanime, tant pour des raisons d'ordre constitutionnel que pour des raisons de bonne Justice.

/...

78. Pour ce qui est de la compétence de la cour, l'article 23 du projet prévoit que le Conseil de sécurité aura la faculté de saisir directement la cour en vertu du Chapitre VII de la Charte, dérogeant ainsi à la norme fixée à l'article 21, qui subordonne la compétence de la cour à sa reconnaissance par les Etats. Il est indubitable que l'on élargirait ainsi sensiblement les attributions que la Charte confère au Conseil de sécurité. On n'a pas assez étudié les conséquences de cet élargissement qui, d'ailleurs, n'a pas de fondement juridique solide. Comme cette proposition n'a pas fait l'unanimité des membres de la Commission, l'article devrait disparaître. D'ailleurs, la solution proposée oublie les prérogatives de l'Assemblée générale dans le domaine du maintien de la paix et de la sécurité internationales.

79. M. PREDA (Roumanie) se félicite de l'achèvement du projet de statut pour une cour pénale internationale, d'autant qu'il est bien connu que l'un des inconvénients du droit international est qu'il manque de mécanismes d'application efficaces. Tant qu'il n'y aura pas d'organe judiciaire pour juger les personnes qui ont commis des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité, il n'y aura pas codification du fond du droit international en la matière.

80. Se référant au mode de création de la cour, M. Preda dit que son pays est d'avis qu'il faut procéder par voie de convention internationale, approuvée par une conférence plénipotentiaires. Cette solution a l'avantage de garantir une large acceptation de la convention, condition préalable à un fonctionnement efficace et normal, et de laisser aux Etats la liberté de choisir d'être parties à la convention ou d'accepter la compétence de la cour. La complexité de l'entreprise incline à procéder par voie de résolution du Conseil de sécurité, mais celui-ci irait ainsi au-delà des attributions que lui reconnaît le Chapitre VII de la Charte. De surcroît, les autres solutions - modification de la Charte ou résolution de l'Assemblée générale et du Conseil - soulèveraient des problèmes difficiles à résoudre. Quant aux dates de la conférence de plénipotentiaires, peut-être conviendrait-il de créer un comité spécial qui siégerait entre la fin de la session en cours et la suivante pour examiner les questions que soulève le projet.

81. Pour ce qui est des rapports entre la cour et l'Organisation des Nations Unies, la première doit être liée aux organes principaux de la deuxième, car elle pourra ainsi fonctionner avec efficacité, tant du point de vue administratif que du point de vue technique. Pourtant, comme il ne faut pas en faire un organe subsidiaire, la disposition de l'article 2 du projet, qui prévoit la conclusion d'un accord consacrant les relations appropriées, est tout à fait judicieuse.

82. La compétence ratione materiae de la cour devrait s'étendre à un petit nombre de crimes extrêmement graves. Pour le moment, cela ne devrait concerner que le génocide, l'agression, les crimes exceptionnellement graves et la violation massive et systématique des droits de l'homme. Le fait est qu'en matière pénale, les Etats ne sont disposés à renoncer à leur souveraineté en faveur d'un mécanisme international que pour certains cas

/...

exceptionnels. Enfin, la délégation roumaine considère que le texte préparé par la CDI traite de manière satisfaisante de nombreux aspects dans lesquels on pourrait voir des détails techniques mais qui, pris ensemble, sont le point de départ d'un jugement impartial.

83. M. KOLODKIN (Fédération de Russie), constate que les travaux de la 46e session de la CDI ont été fort productifs, avec, entre autres succès, la nouvelle version du projet de statut pour une cour pénale internationale. Le texte présenté par la CDI doit rester le métier sur lequel les travaux se poursuivront jusqu'à leur achèvement, car ce texte contient des normes et des solutions équilibrées et raisonnables.

84. La compétence de la cour s'étend non seulement aux crimes de caractère international définis dans les traités en vigueur, mais aussi aux crimes de droit international général, limités cependant à une série d'actes concrets. La compétence de la cour doit être entendue comme complétant les appareils judiciaires nationaux. L'exercice de cette compétence à l'égard des crimes traditionnellement justiciables du principe aut dedere aut judicare reste subordonné à l'accomplissement de certaines conditions et revêt donc un caractère exceptionnel. D'autre part, dans les circonstances également exceptionnelles dans lesquelles se commettent les crimes qui, selon le Conseil de sécurité, menacent la paix et la sécurité de l'humanité, la compétence de la cour devient pratiquement automatique, puisque le Conseil en vertu du Chapitre VII de la Charte peut soumettre une affaire à la cour en faisant exception à l'obligation de reconnaissance préalable prévue à l'article 21 du projet.

85. Il apparaît clairement à la lecture du rapport que la conclusion d'une convention serait la manière la plus acceptable d'instituer la cour et de fixer les modalités de sa collaboration avec l'Organisation des Nations Unies. Beaucoup d'Etats, dont la Fédération de Russie elle-même, ont pu constater avec satisfaction que leurs observations avaient été prises dans la rédaction de la nouvelle version du projet. C'est là une considération importante qui illustre le talent avec lequel la CDI a trouvé des solutions de compromis acceptables sur toutes les questions prêtant le plus à controverse. Il va sans dire que l'on formulera encore des commentaires sur les dispositions concrètes du statut dans le dessein de les améliorer, mais on ne saurait trop insister sur le fait qu'il faudra bien prendre garde à ne pas modifier l'équilibre auquel la CDI a atteint.

86. Tout compte fait, ce qu'il s'agit de faire à l'heure actuelle, plutôt que de présenter des observations concrètes sur telle ou telle disposition, c'est de déterminer si la communauté internationale a besoin d'une cour criminelle internationale de caractère permanent et si les conditions juridiques et politiques de la constitution d'un tel organe sont bel et bien réunies. Il faut pouvoir répondre par l'affirmative dans les deux cas. Il serait en fait regrettable que la création de la cour soit une fois encore reportée à une date indéfinie.

/...

87. Les premières tentatives qu'ont faites les Nations Unies pour créer un tribunal pénal permanent sont apparues à la fin des années 40. En 1951, sur instruction de l'Assemblée générale, la Commission de la juridiction internationale a établi un projet de statut pour une cour pénale internationale, qui à l'époque ne réussit pas à germer. Il aurait été surprenant qu'il connût un autre sort, mais le plus surprenant, pour ne pas dire le plus totalement irrationnel, serait que l'histoire se répète à l'époque actuelle, au regard des événements décisifs qui se sont produits sur la scène internationale. On peut aujourd'hui affirmer qu'il existe des valeurs universelles que toute l'humanité partage et que ces valeurs sont consacrées dans le droit international général, dans les conventions et les traités internationaux et dans les principes généraux du droit. D'autre part, la création du tribunal pénal international ferait précédent en échappant à la relation "vainqueur-vaincu" ce qui a fait naître parmi la communauté internationale des espérances justifiées. Le moment est venu pour l'Organisation, qui a été créée pour préserver la paix et protéger les principes du droit généralement reconnu des atteintes des criminels ou des groupes de criminels, d'instituer une cour pénale internationale de caractère permanent.

88. Il va sans dire que l'achèvement et la mise au point définitive du projet de statut prendront quelques temps, mais laisser une ou deux années n'a guère d'importance. Le plus important, c'est de prendre sur l'heure une décision exprimant clairement la volonté politique des Etats Membres de mettre l'idée en pratique. Il faut pour cela créer un comité préparatoire explicitement chargé de préparer, dans un certain délai, l'organisation d'une conférence des Nations Unies expressément chargée d'approuver la convention constitutive de la cour. Telle est la réponse que la communauté internationale attend de l'Organisation.

89. Mme FLORES (Uruguay) dit que les travaux de la quarante-sixième session de la CDI ont été assurément fructueux, sur le plan surtout du projet de statut pour une cour pénale internationale et de celui du droit des utilisations des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation.

90. Abordant concrètement le premier de ces deux sujets, Mme Flores déclare que si ses origines remontent à plusieurs dizaines d'années, c'est la résolution 47/33 de l'Assemblée générale, en date du 25 novembre 1992, qui lui a donné un caractère d'urgence. L'accélération du mouvement a subi les effets des situations qui ont conduit le Conseil de sécurité à créer le Tribunal pour l'ex-Yougoslavie et le projet d'étendre la compétence de celui-ci aux violations des droits de l'homme qui se produisent au Rwanda.

91. La perspective de voir se multiplier des tribunaux ad hoc et les problèmes qui soulèvent sur le plan des garanties, de la stabilité, de l'uniformité du droit appliqué, et d'autres aspects comme la nécessité de riposter comme il convient devant des situations de tensions internationales, ont donné à la question une pertinence renouvelée. Il faut donc souscrire à

/...

la proposition du paragraphe 17 du rapport de la CDI tendant à convoquer une conférence internationale de plénipotentiaires chargée d'examiner le projet de statut et de rédiger une convention portant création d'une cour pénale internationale. L'Uruguay pense d'autre part que, dans la hiérarchie du système, la cour doit être un organe des Nations Unies.

92. La nature, la complexité et la spécialisation de ses activités, l'augmentation du nombre d'affaires qui pourraient relever de ses compétences invite à faire de la cour un organe permanent, à temps plein. On peut cependant comprendre la position des délégations qui préfèrent des solutions plus souples et qui pensent que l'on pourrait procéder par étape, en tenant compte des diverses possibilités qui pourraient surgir sur le plan économique et pratique.

93. Le droit applicable doit être le droit international public, encore que la question mérite d'être étudiée. Pour cette raison, et parce que la question aussi est très liée au projet de code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité, il serait souhaitable que le projet de code soit achevé le plus tôt possible.

94. Les questions de compétence dont traite le Titre III sont la partie centrale du projet de statut. Pour ce qui est de la compétence ratione materiae, les circonstances actuelles donnent à penser qu'il serait possible que la cour ne juge que des individus. Il faudrait cependant tenir compte de la disposition de l'article 20 du projet au regard du projet d'article 19 relatif à la responsabilité des Etats, qui introduit une distinction entre crimes et délits internationaux et selon lequel l'Etat, outre qu'il est tenu d'offrir réparation pour le crime commis, est susceptible de subir des sanctions. Il faudrait également préciser la qualification du crime d'agression [alinéa b)] de l'article 20 du projet de statut qui, selon la résolution 3314 (XXXIX) de l'Assemblée générale, ne peut être commis que par des Etats, et harmoniser cette qualification avec l'article 15 du projet de code. La délégation uruguayenne aurait aussi des réserves à faire sur les dispositions de l'article 23.

95. La compétence ratione materiae est une question extraordinairement complexe, parce qu'il faudra assurer la pleine application des principes nullum crimen sine lege et nulla poena sine lege, que consacre le droit pénal et qui sont consacrés en partie dans le projet.

96. S'il est vrai que le droit international n'interdit pas du point de vue strictement juridique les procès in absentia, la tendance actuelle en matière de droit de l'homme est à restreindre le nombre de cas de ce genre, comme le prévoit l'alinéa d) du paragraphe 3 de l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

97. L'Uruguay a déjà dit qu'il était en faveur de l'institution du Procureur et qu'il approuve la structure proposée dans le projet.

/...

98. M. RABBANI (Pakistan) dit que pour mettre en pratique la disposition de l'alinéa b) du paragraphe 1 de l'article 19, il faudrait promulguer des dispositions de droit substantif. Si le paragraphe 2 de l'article 19 dispose que les détails de procédure seront fixés dans le règlement de la cour, ces procédures, pour que le procès se déroule en toute impartialité, devraient faire partie du statut lui-même. Il faudrait d'autre part définir plus clairement les crimes énumérés à l'article 20, en particulier celui d'"agression".

99. Les dispositions relatives à l'exécution des peines, qui font l'objet du chapitre VIII du projet, ne sont pas sans susciter quelques inquiétudes. Dans beaucoup d'Etats Membres, ces dispositions pourraient soulever des graves questions constitutionnelles. Comme solution de rechange, on pourrait dire que les sentences de la cour peuvent être exécutées conformément aux dispositions expresses du droit international.

100. Il faudrait examiner davantage le paragraphe 3 de l'article 23, car il ne faut pas exclure la possibilité que les procédures judiciaires ne se politisent en cas d'intervention du Conseil de sécurité.

101. Il faudrait énoncer clairement le droit substantif, le code de procédure et le règlement de la cour, pour garantir les droits civils des suspects et des accusés. Sinon, il serait difficile d'obtenir sur ce plan la coopération des Etats Membres. Dans l'appareil de la justice internationale, il faut songer particulièrement à la protection des droits de l'accusé, en tenant compte de certaines considérations qui souvent ne sont pas pertinentes dans un procès national.

102. Pour éviter toute ambiguïté, il faudrait définir plus clairement les dispositions relatives aux qualifications que doivent présenter les magistrats, aux sanctions disciplinaires dont ils peuvent faire l'objet et aux procédures de recherche et d'accusation.

103. La cour devrait compléter les systèmes de justice pénale des Etats et agir dans la mesure où on lui demanderait d'intervenir. D'autre part, sa compétence devrait se limiter aux personnes et ne pas toucher les Etats, car cela serait sinon contraire au principe de la souveraineté et de l'égalité des Etats.

104. La création d'une cour pénale internationale, dotée des organes subsidiaires mentionnés à l'article 5 et d'autres structures, exigera un investissement financier important, qui représente peut-être une charge supplémentaire pour les pays en développement.

105. On ne fera pas véritablement de progrès tant qu'on n'élaborera pas un droit pénal de fond, définissant avec précision des crimes internationaux et prescrivant des peines pour chacun d'eux. La création d'une cour pénale internationale soulève beaucoup de questions à la fois complexes et difficiles, celles notamment de la compétence, du droit applicable, de la

/...

structure de la cour, du procès, etc... qu'il faudra examiner toutes avec le plus grand soin.

La séance est levée à 13 h 10.